

**ROYAUME DU MAOC  
UNIVERSITE HASSAN II  
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES JURIDIQUES ET SOCIALES**

**MASTER GOUVERNANCE PUBLIQUE ET AUDIT DU DEVELOPPEMENT  
HUMAIN**

**ANNEE 2010/2011**

## **«L'AUDIT JURIDIQUE»**

**EXPOSE PREPARE PAR**

**Mr. BOLGOT ABDELHAQ**

## PLAN DE L'EXPOSE

**INTRODUCTION**

**DEFINITIONS DE L'AUDIT JURIDIQUE:**

### **CHAPITRE I - GENESE DE L'AUDIT JURIDIQUE :**

**Phase -1**

**Phase-2**

**Phase-3**

### **CHAPITRE II- SPECIFICITES DE L'AUDIT JURIDIQUE :**

**1/Diversité du référentiel à considérer :**

**2/ Les règles d'éthique applicables :**

**= Indépendance .**

**= Compétences , capacité professionnelle et qualité du travail de l'auditeur:**

**= secret professionnel :**

### **CHAPITRE III - DOMAINES DE L'AUDIT JURIDIQUE**

**SECTION 1 : L'AUDIT SOCIETAIRE**

**SECTION 2 : L'AUDIT CONTRACTUEL**

**SECTION 3 : L'AUDIT DES RISQUES JURIDIQUES**

**SECTION 4 : L'AUDIT FISCAL**

### **CHAPITRE IV : MOYENS AFFECTES A LA REALISATION D'UN AUDIT**

**JURIDIQUE :**

**CONCLUSION**

## **INTRODUCTION**

Toute décision prise par une Sté ou une entité publique peut l'exposer à un risque sur le plan social , fiscal , financier commercial , civil et même pénal .

Pour se prémunir de ses risques, les entreprises ne peuvent se passer des services de l'auditeur interne et /ou externe.

L'audit, à l'origine était limité à l'examen des comptes et à la seule vérification de leur régularité et leur conformité, cette

mission de contrôle s'est rapidement étendu à de nouveaux champs d'investigation.

A travers l'histoire, l'audit a connu des bouleversements qui ont conduit à une nécessaire approche pluridisciplinaire et provoqué la floraison des nouvelles techniques de contrôle, financières, sociales, fiscale et juridique

### **DEFINITIONS DE L'AUDIT JURIDIQUE:**

- Me. Alain Couret (1) définit l'audit juridique comme « un contrôle de la régularité et de l'efficacité des choix de nature juridique ».
- Selon Monsieur J. Martel, c'est « un constat de validité, licéité des titres juridiques et des conventions de l'entreprise dans le cadre de son fonctionnement ou dans celui de ses rapports avec les fournisseurs, clients, Etat, sur le plan juridique, fiscal et social , Il permet d'apprécier par un coefficient de sécurité, les conventions ainsi que l'efficacité des supports juridiques, compte tenu des objectifs du chef de l'entreprise ».
- C'est un « contrôle de tout ou partie des opérations juridiques menées par une entreprise par une personne physique ou

moral liée (audit interne) ou non liée (audit externe) par un contrat de travail à la première » ( J.M.Mousserron) cité à « L'audit social et juridique » J.P RAVALEC , page 521

## **CHAPITRE I - GENESE DE L'AUDIT JURIDIQUE :**

L'audit juridique constitue la 3eme étape de l'évolution du droit de l'entreprise.

### **Phase -1**

Pour répondre aux craintes, les entreprises ont instauré au début le service dénommé « contentieux » qui est composé de juristes dont la mission est d'assister le chef de l'entreprise lors des prises de décisions et dans ses choix stratégiques en plus de la classique mission de gérer les dossiers contentieux.

### **Phase-2**

Les sociétés ont commencé à avoir des « conseillers juridiques » aux cotes de leurs décideurs,

Le conseil juridique est devenu un associé, de la prise de décision et à la formulation des engagements.

Aucun acte qui pourra engager l'entreprise n'échappe à son diagnostic ;

Le conseil juridique au sein des entreprises est devenu un outil de prévention contre les risques.

### **Phase-3**

L'audit juridique a vu le jour enfin , il consiste à l'élaboration d'un rapport essentiellement prospectif, suggérant et élaborant davantage qu'il ne constate et diagnostique.

## **CHAPITRE II- SPECIFICITES DE L'AUDIT JURIDIQUE :**

Si l'audit comptable a essentiellement pour objet la vérification des chiffres et des situations , l'auditeur juridique vérifie tous les documents juridiques de la Sté en commençant par les statuts de sociétés jusqu'aux conditions générales de vente, de contrats, de documents de douane ou de transport, de brevets, de liasses fiscales, de documents bancaires, de procès verbaux...

Il est aisé de s'apercevoir que la liste des informations et documents à collecter par l'auditeur juridique préalablement à leur analyse découle de la spécificité de l'objet de la mission d'audit juridique .

### **1/Diversité du référentiel à considérer :**

Une fois l'intégralité des documents à examiner regroupés, l'auditeur en appréciera la conformité et l'efficacité au regard

aux normes juridiques variées à appliquer dans chaque type d'opérations.

Les normes juridiques à appliquer se caractérisent par leur multiplicité et leur spécificité.

Tout audit juridique d'une société, général ou ponctuel, doit être conduit par rapport à un droit national.

Toute opération juridique réalisée par une société marocaine sur le sol national, qu'il s'agisse d'un montage sociétaire, de l'élaboration d'un contrat ou d'une opération de promotion de ventes, devra impérativement être appréciée par rapport aux normes marocaines applicables à son espèce.

L'auditeur juridique ne se préoccupera qu'exceptionnellement du contrôle de normes internationales.

## **2/ Les règles d'éthique applicables :**

**= Indépendance :**

L'auditeur doit être libre de toute contrainte et indépendant tant vis-à-vis du prescripteur que de l'audité.

**= Compétences , capacité professionnelle et qualité du travail de l'auditeur:**

\*formation approfondie aux techniques d'audit

\*Connaissances techniques minimum.

\*Expérience de la fonction d'audit.

\*qualités humaines.

L'auditeur exerce ses fonctions avec conscience professionnelle et avec la diligence permettant à ses travaux d'atteindre un degré de qualité suffisant

= **secret professionnel** :

\*l'auditeur doit veiller à la protection des documents et des informations donnés comme confidentiels.

\*Il doit s'assurer que son équipe respecte les règles du secret professionnel.

\*Pour l'auditeur externe ne rend compte qu'au prescripteur

\*Pour l'auditeur interne, ne rend compte qu'à son autorité hiérarchique ou au responsable du département audit.

### **CHAPITRE III - DOMAINES DE L'AUDIT JURIDIQUE**

l'audit juridique est de plus en plus utilisé de nos jours pour contrôler et assurer l'élaboration et le suivi fiable et régulier d'opérations juridiques les plus diverses,

Ces opérations touchent particulièrement les documents relatifs à :



- La constitution de la Sté et son fonctionnement  
(l'audit sociétaire )
- Les contrats contractés ou à contracter par la Sté.  
(l'audit contractuel )
- Risques de l'entreprise ( l'audit des risques juridiques )
- La fiscalité de l'entreprise (l'audit fiscal )

## **SECTION 1 : L'AUDIT SOCIETAIRE**

Cet audit se concrétisera, la plupart du temps par un contrôle de la conformité des documents existants au sein de la société auditée par rapport aux pièces et documents prescrits par la loi.

Il s'agira, donc, davantage de la vérification de l'accomplissement purement formel des prescriptions légales (tenues des assemblée d'actionnaires, signature des procès verbaux, approbation annuelle des comptes, formalités nécessaires au multiples modifications statutaires émaillant la vie des entreprises) que d'un audit portant sur l'efficacité ou l'opportunité des choix juridiques décidés par le chef d'entreprise.

## **SECTION 2 : L'AUDIT CONTRACTUEL**

Il nécessite une approche radicalement inverse de celle rencontrée par l'auditeur juridique en droit des sociétés, sa démarche, dès lors, sera différente.

Une fois dépassé le stade initial de la collecte et de l'examen préliminaire des contrats qui lui seront présentés, l'analyse de ces derniers nécessitera de l'auditeur, outre l'examen de leur validité (consentement et capacité des contractants, conformité aux multiples réglementations qui régissent pareil domaine, code civil...), de leur licéité et de leur opposabilité, une évaluation de leur opportunité.

La pratique d'un audit contractuel a, en effet, comme trait spécifique de conduire à l'analyse du bien fondé de la décision qui est à l'origine du contrat. Si l'examen de la validité des conventions est une étape fort important dans la pratique d'un audit contractuel, le constat seul ne pourrait suffire. Aussi, après avoir relever les irrégularités, les inexactitudes ou les manquements qui émaillent les contrats qui lui seront communiqués, l'auditeur juridique devra fréquemment présenter à son prescripteur un nouveau libellé de clauses, la rédaction de stipulations protectrices ou, au contraire, plus coercitives, un cheminement d'obligations plus précis, parfois même, une modification du fond de certains contrats devra être opérée.

Ainsi, au terme de sa mission une fois le rapport final d'audit présenté au client, l'intervenant à la mission d'audit prolongera fréquemment sa mission d'auditeur par celle de conseil.

### **SECTION 3 : L'AUDIT DES RISQUES JURIDIQUES**

Pour limiter ou supprimer les risques juridiques tels que l'insuffisance de la qualité des produits, cessation de paiement d'un client, cessation d'approvisionnement d'un fournisseur... le contrôle de nombreux aspects juridiques devra être opéré. Une bonne gestion fiscale, une bonne gestion contractuelle ou une bonne gestion comptable et financière peuvent dans une multiple hypothèse, s'avérer fort bénéfique pour le chef d'entreprise.

La conception de fiches de suivi ou de contrôle de risques, la constitution de tableaux de bord opérationnels, l'identification de seuil d'alerte, l'élaboration et la comparaison de ratios sont autant d'éléments qui peuvent assister le chef d'entreprise et lui permettre d'optimiser les risques juridiques auxquels son entreprise peut être exposé.

### **SECTION 4 : L'AUDIT FISCAL**

La fiscalité constitue aujourd'hui une composante essentielle de la vie des entreprises, appelées, plus que jamais, à la manipuler au quotidien.

Dans ce nouveau contexte, l'entreprise doit être vigilante au niveau du suivi du paramètre fiscal afin de minimiser le risque

fiscal qui pèse en permanence sur sa situation, sa structure financière, et qui pourrait menacer sa pérennité, voir même sa survie.

L'audit fiscal contribue à la maîtrise et à la gestion de la situation fiscale de l'entreprise.

Ainsi l'audit fiscal constituerait un recours privilégié de prévision, prévention et réduction de risque fiscal d'une part et gestion de la fiscalité au mieux des intérêts de l'entreprise dans le respect de la légalité d'autre part.

#### **CHAPITRE IV : MOYENS AFFECTES A LA REALISATION D'UN AUDIT JURIDIQUE :**

Les moyens affectés à la réalisation d'un audit juridique sont principalement de deux sortes :

Les procédures de contrôle : la procédure d'audit juridique sera la plupart du temps organisée en cinq étapes distinctes et successives :

Phase préliminaire d'observation et d'investigation au cours de laquelle l'auditeur cherchera à arrêter le cadre de sa mission et à se familiariser avec l'entreprise et ses interlocuteurs ;

Phase de collecte et de regroupement des instruments juridiques nécessaires à la conduite de la mission impartie ;

Phase d'inventaire et de contrôle en vue de s'assurer de la fiabilité et de l'exhaustivité des supports juridiques sur lesquels il devra se prononcer ;

Phase d'analyse et d'appréciation des documents juridiques recueillis qui, conduira l'auditeur à conclure sur leur conformité et / ou leur efficacité ;

Phase de proposition et de recommandation qui clôture la mission d'audit ; au cours de cette étape finale, le diagnostic de l'auditeur sera établi et communiqué à son prescripteur.

## **CONCLUSION**

En l'absence d'un code déontologique régissant la profession d'auditeur juridique, celle ci ne faisant à ce jour l'objet d'aucune réglementation, la pratique à élaborer certaines règles dont le respect s'impose à tout professionnel digne de ce nom.

### **Bibliographie**

J.P. Ravalec , L'audit social et juridique , Les guides Montchrestien

### **Webographie**

[www.auditsocial.com](http://www.auditsocial.com)

[www.dacodoc.fr](http://www.dacodoc.fr)

[www.avocats.fr/space/antoineducrocq](http://www.avocats.fr/space/antoineducrocq)